



**Conseil Supérieur de l'Éducation**  
**Jeudi 16 janvier 2025**

## **La CFDT s'oppose aux évaluations nationales en primaire**

Depuis lundi, nos collègues du CP font de nouveau passer aux élèves les évaluations nationales en mathématiques et français, sans aucune compensation financière.

En 2024, ces évaluations nationales, à l'utilité pourtant contestable, sont généralisées à toutes les classes de l'élémentaire sans aucune prise en compte de la charge de travail supplémentaire et sans aucune indemnité supplémentaire. En effet, ces évaluations imposent une charge de travail considérable aux enseignants qui doivent en organiser la passation et la saisie en ligne (15 minutes au moins par livret d'élève) et rencontrer les parents pour échanger avec eux sur les résultats de leurs enfants ; charge démultipliée dans les classes à double ou à plusieurs niveaux. De plus, à ce jour, aucune indemnité n'est prévue par le ministère de l'Éducation nationale, la seule compensation étant une déduction de 6 heures sur les 36 heures d'Activités pédagogiques complémentaires (APC) ce qui pénalise, de fait, les élèves en difficulté scolaire.

Rappelons, que de telles évaluations mobilisent de nombreuses heures et sont une source de stress inutile pour les élèves. Ces évaluations n'évaluent d'ailleurs qu'une partie des compétences, uniquement en français et en maths, en ignorant les résultats et les progrès des élèves dans tous les autres domaines. Elles remettent en cause la notion de cycle, avec une évaluation annuelle qui implique que tous les élèves devraient acquérir les mêmes compétences au même moment. *In fine*, elles favorisent le tri précoce des élèves.

Ces évaluations nationales réduisent aussi la fonction des professeurs des écoles à de la saisie informatique et ne prennent aucunement en compte la spécificité de la classe et des élèves. Elles contraignent aussi les pratiques pédagogiques des enseignants et limitent leur liberté pédagogique. Finalement, ces évaluations, telles qu'elles sont conçues, vont à l'encontre des résultats de la recherche en accroissant les inégalités, en ne reflétant pas les progrès des élèves et en ne s'appuyant que sur une partie du programme !

Aussi, la Fep-CFDT, premier syndicat de l'enseignement privé, et la CFDT Éducation, Formation, Recherche Publiques disent « Non » aux évaluations nationales dans leur forme actuelle et exigent leur suppression. Elles revendiquent des évaluations exploitables pédagogiquement, en nombre limité et rémunérées à leur juste valeur. La CFDT Éducation, Formation, Recherche Publiques propose aussi la possibilité de récupérer le temps passé sur les évaluations.